

# **FRANCE ou SAVOIE :**

## **Un conflit diplomatique en Valais et en Suisse au début du XVIII<sup>e</sup> siècle**

**La Mission du Colonel-Brigadier Jean-Etienne de Courten**

**Décembre 1703 - Février 1704**

Bien que nous soyons plongés dans une nouvelle guerre européenne, dont nul de nous ne peut prévoir la durée, l'issue et les conséquences, il n'est pas trop déplacé, me semble-t-il, de vous ramener, sous les auspices de notre Société d'Histoire \*, à une autre de ces guerres, qui bouleversa notre continent au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la guerre de Succession d'Espagne, dont les batailles marquent les années de 1701 à 1714, jusqu'aux traités d'Utrecht et de Rastadt.

Luzzara, Friedlingen, Hochstaedt, Ramillies, Oudenarde, Malplaquet, Villaviciosa, Denain : vos souvenirs assoupis se réveillent à ces noms qui évoquent les phases successives de cette mêlée générale, où Louis XIV se vit bien près de sa ruine.

Vous connaissez l'origine de cette fameuse guerre : le Roi d'Espagne, Charles II, descendant de Charles-Quint, n'ayant pas d'enfants, testa en faveur de Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, et lui légua son immense empire, qui, en plus de l'Espagne, englobait la majeure partie de l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique actuelle et de vastes colonies. Lorsqu'en

---

\* La lecture de ce Mémoire fut donnée en séance de la Société d'Histoire du Valais Romand à Sion le dimanche 28 avril 1940.

novembre 1700, Charles II mourut, le Grand-Roy, au mépris de conventions antérieures suggérées par lui-même, accepta le testament du défunt, et, sous le nom de Philippe V, plaça son petit-fils sur le trône d'Espagne. La monarchie française acquérait ainsi une telle puissance qu'elle rendait précaire l'existence des autres Etats. Une nouvelle coalition, la *Grande Alliance*, se forma immédiatement contre Louis XIV, avec l'Empereur, l'Empire, l'Angleterre et la Hollande. La guerre se déroula à la fois en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas espagnols, et dans la péninsule ibérique. Seule la Bavière, qui supportait mal le joug de Vienne, se mit aux côtés de la France, car la Savoie et le Portugal, ses alliés dans les débuts, ne tardèrent pas à l'abandonner et à la combattre. Dans ce conflit général, la Suisse éprouva une gêne économique et politique croissante dans la proportion que les belligérants serraient de plus en plus son territoire, et qu'ils lui réclamaient l'exécution intégrale « d'alliances contradictoires, voire opposées, néanmoins toutes lucratives »<sup>1</sup>.

Les premières années de la guerre furent favorables à Louis XIV. Grâce à l'appui de l'Electeur Max-Emmanuel de Bavière, les armées du maréchal de Villars purent pénétrer en Allemagne par la victoire de Friedlingen (1702), et battre les Impériaux à Hochstaedt en 1703. En Italie, le maréchal de Vendôme refoula dans les montagnes du Tyrol le Prince Eugène de Savoie, généralissime de l'Empereur Léopold I<sup>er</sup>, et prit position dans la plaine du Pô.

Brusquement ces succès devinrent problématiques lorsque l'Electeur Max-Emmanuel se mit à contrecarrer les plans de Villars, et surtout lorsque dans l'automne 1703, le Duc Victor-Amédée II de Savoie passa du côté de la Grande Alliance.

Cette défection, bien qu'elle fut pressentie depuis plusieurs mois par les chancelleries, provoqua un certain étonnement dans l'opinion publique : le Duc renégat n'était-il pas le beau-père de Louis de France, Second Dauphin, et de Philippe V, tous deux petits-fils de Louis XIV ? Elle se justifiait cependant par des raisons politiques. Placé à cheval sur les Alpes, coïncé entre la France et le Milanais espagnol, éliminé du pays de Vaud et du Bas-Valais, le Duché de Savoie avait besoin de s'agrandir dans la plaine du Pô et de secouer la tutelle française qui s'y opposait, alors que les Alliés lui promettaient le Montferrat et une partie du Milanais. C'était une occasion trop belle pour être négligée, fut-ce au mépris de la parole donnée.

Les Cantons suisses ne pouvaient pas rester indifférents à ce revirement politique du Duc Victor-Amédée : ils constituaient désormais la

seule liaison possible vers le Nord, entre l'Etat savoyard et ses nouveaux Alliés. Comment concilier les obligations qui découlaient de leur neutralité et des traités signés, avec leurs sympathies divergentes pour les belligérants et leurs intérêts immédiats ? Si les catholiques, et avec eux le Valais, restèrent attachés à l'alliance française, Berne prit carrément position en faveur de la Savoie, tandis que Zurich, Bâle et Schaffhouse s'efforcèrent de garder un juste milieu <sup>2</sup>.

On se figure aisément en quel foyer d'intrigues se transforma le Corps helvétique, quelles pressions furent exercées, quels moyens de séduction employés. L'argent y joua un rôle prépondérant, et rarement l'on vit la corruption s'étaler chez nous avec un cynisme plus déconcertant dans les meilleures classes de la société et chez les chefs du pays. Cette lutte d'influence fut particulièrement serrée entre les agents de Louis XIV et ceux du Duc Victor-Amédée.

Depuis 1698, la Couronne de France était représentée en Suisse par le Marquis de Puysieux <sup>3</sup>, vieux militaire qui, sous des apparences épaisses et massives, cachait « une mentalité de diplomate rompu aux intrigues les plus raffinées » <sup>4</sup>. Il jouissait d'une excellente position auprès des Cantons catholiques, et en Valais, à qui il versait au reste avec ponctualité les pensions convenues.

La Cour de Savoie lui opposa l'un de ses meilleurs diplomates, le Comte Pierre Mellarède, Seigneur de la Maison forte de Jordane <sup>5</sup>. Il apparut à Berne au début d'octobre 1703, avec la mission d'amener les Cantons, surtout Berne et Zurich, à demander en vertu d'anciens traités, la neutralisation de la Savoie, qui échapperait ainsi à l'invasion et n'exigerait que peu de troupes pour les garnisons, et d'obtenir la levée de quelques régiments pour le service de son Prince. Il devait agir de concert avec l'agent officieux de la Grande Alliance, le baron vaudois François-Louis de Pesmes de St-Saphorin, personnage énigmatique, des mieux au courant de la politique internationale de l'époque <sup>6</sup>.

Ces événements allaient avoir leur répercussion sur le Valais, république indépendante au cœur des Alpes, seul passage de la Savoie vers la Suisse, par le St-Bernard ; seule liaison de la France avec le Duché de Milan, par le Simplon. Comme il arriva plusieurs fois dans le cours de l'histoire européenne, la possession de ces deux cols redonna à notre petit pays une importance internationale et le mêla de très près aux phases successives de la guerre de Succession d'Espagne, aussi longtemps que des armées françaises occupèrent la plaine du Pô. Le Valais se trouva alors dans une situation fort délicate, dont il se tira avec adresse. L'historien Edgar Bonjour, que nous suivons à travers son travail re-

marquable, *Die Schweiz und Savoyen im spanischen Erbfolgekrieg*, paru à Berne en 1927, lui décerne ce témoignage flatteur :

« Es ist höchst anziehend zu verfolgen, wie die schwache Gebirgsrepublik mit ihrer scharf ausgeprägten politisch-geographischen Individualität mitten unter den mächtigen Grosstaaten ihre Selbständigkeit und ihre Neutralität — diese allerdings unter gewissen Einschränkungen — aufrecht erhielt ». (Il est très attrayant de constater comment cette faible république de montagnards, marquée d'une forte individualité géographique et politique, réussit à sauvegarder son indépendance et sa neutralité — celle-ci, il est vrai, avec quelques restrictions — au milieu de ses puissants voisins) <sup>7</sup>.

Suivant les constatations officielles du Ministère de l'Etranger de Louis XIV, aucun des alliés du Corps helvétique n'était plus attaché aux intérêts de la France que « ceux de pays de Valais ». Aussi le Marquis de Puysieulx avait-il reçu comme instruction spéciale de payer très régulièrement les pensions dont bénéficiaient les caisses publiques et les personnages influents de la petite république. Le Régiment de Courten, où le plus grand nombre des places d'officiers étaient réservées à des sujets valaisans, maintenait des relations constantes et fort utiles aux deux partis. Cette entente était encore renforcée par la politique confessionnelle du Grand-Roy, qui, par son intolérance vis-à-vis des hérétiques de son royaume (protestants, camisards, vaudois, etc.), était on ne peut plus conforme aux traditions d'une population foncièrement croyante et religieuse. En outre, les Sept Dizains n'avaient pas d'alliance avec l'Autriche. Contrairement aux autres cantons catholiques, ils jouissaient d'une pleine liberté d'action à l'égard de cette puissance. Il y avait cependant des différences de degrés dans leur attachement à la France. Conches, Brigue, Rarogne, lui étaient moins liés que Viège, Loèche, Sierre et Sion. Il convenait de maintenir et d'accroître ces bonnes dispositions.

Aussi, lorsque dans l'automne de 1703, le Duc de Savoie <sup>8</sup> passa du côté de la « Grande Alliance », et entreprit de saboter, dans la plaine du Rhône, l'influence française, la Cour de Versailles jugea prudent d'y envoyer un chargé d'affaires extraordinaire, bien que le pays dépendît de l'Ambassade de Soleure. D'octobre 1703 à septembre 1707, le Sieur Louis-Henri Federbe de Modane <sup>9</sup> remplit avec habileté le poste de résident français auprès des Sept Dizains. Il eut pour tâche essentielle de maintenir la liberté de passage à travers le Simplon, seule liaison sûre de la France avec ses armées d'Italie, route que suivaient les troupes de renforts, les convois de vivres et de munitions, les transports de numéraire et les courriers. Il devait en outre surveiller de près les



intrigues de l'agent spécial que le Duc Victor-Amédée avait dépêché en Valais, le Comte de Vibert, qui arriva à Sion le 20 octobre 1703.

Car si le Valais était nécessaire à la France, il l'était bien davantage à la Savoie, puisqu'elle ne pouvait communiquer avec ses alliés du Nord que par le Grand-St-Bernard. Comme le couvent de l'endroit, grand propriétaire foncier dans le Piémont, dépendait en cette qualité de la souveraineté savoyarde, le Duc Victor-Amédée tenait en mains un excellent atout. Il pouvait invoquer surtout d'anciens traités, tels que ceux de 1446 et de 1569, qui obligeaient les Valaisans à des secours militaires, mais ces traités les Ducs les avaient si mal respectés — en particulier les pensions stipulées n'étaient plus payées depuis longtemps — que les Sept Dizains ne s'y sentaient plus tenus.

Le Comte de Vibert reçut cependant de son Prince le mandat de raviver les anciennes obligations, d'obtenir le libre passage à travers le St-Bernard pour les courriers et les recrues levées en Suisse, et d'offrir aux Valaisans la levée d'un régiment.

Dès son arrivée à Sion, Vibert se présenta aux autorités du pays avec les desiderata et les offres du Duc. On l'écouta avec beaucoup de réserve, et il s'aperçut très vite que son concurrent Modane avait travaillé avec succès. Mgr François-Joseph Supersaxo<sup>10</sup> déguisait à peine ses sentiments francophiles : c'était de mauvais augure, car, bien que LL. EE. eussent beaucoup perdu de leur pouvoir politique, elles n'en continuaient pas moins d'exercer une grande influence dans les décisions du gouvernement. Plus circonspect, le grand-baillif Pierre de Riedmatten<sup>10</sup> cachait ses sympathies personnelles, et gardait une attitude impartiale, tandis que le vice-baillif Etienne de Platéa<sup>10</sup> se déclarait sans ambages partisan du Grand Roy. Nos trois chefs (dont un tryptique rappelle le souvenir et l'effigie dans la salle Supersaxo à Sion), se mirent d'accord pour exposer au Comte de Vibert que s'ils permettaient à S. A. de Savoie d'utiliser le Grand-St-Bernard pour les recrues qui lui venaient de Suisse, ils ne pouvaient pas refuser à S. M. de France le passage à travers le Simplon, encore qu'une stricte neutralité eût exigé la fermeture des deux cols. D'autre part, dans une époque aussi troublée et incertaine, le pays avait besoin de toutes ses forces et ne pouvait pas en distraire pour la formation d'un second régiment au service d'un Prince. Au reste, la Diète des Sept Dizains était seule compétente pour se prononcer en dernier ressort sur une question aussi importante. Puisque la prochaine session de MM. les députés était fixée au début de décembre 1703, M. de Vibert était invité à venir y exposer et défendre sa thèse.

L'agent savoyard profita de ce délai pour diriger sur le Piémont, à travers le St-Bernard, les premières recrues que son collègue Mellarède, aidé du baron de St-Saphorin, avait engagées dans l'Etat de Berne, et pour entreprendre une tournée de propagande dans le Haut-Valais. Il s'arrêta dans tous les Dizains, distribuant pensions et cadeaux, tenant table ouverte, visitant les personnages influents. Partout il se heurta à des sentiments plutôt francophiles. A Viège il fit sa cour au secrétaire d'Etat Jean-Jost Burgener <sup>11</sup>, et, par la promesse d'une bonne pension, réussit à le rendre favorable à sa cause. Pour l'y gagner complètement, il flatta son ambition en lui offrant la place de colonel dans le régiment demandé par la Savoie. La puissante famille de Roten à Rarogne prit son parti et accepta des patentes d'officiers. A Sion, Vibert trouva un solide appui dans les chevaliers de Kalbermatten, qui avaient des compagnies dans le régiment de Reding au service du Duc Victor-Amédée. En fin de compte, il dut cependant constater que ses succès étaient assez maigres, et que sa mission était fort ingrate. Heureusement que son Souverain lui annonçait du renfort en la personne du Colonel François-Jean de Reding <sup>12</sup>, qu'il délégua auprès des cantons catholiques et protestants dans le but d'accélérer la levée des troupes et la signature de capitulations avantageuses.

Modane, le résident français à Sion, avait suivi pas à pas les allées et venues de son concurrent Vibert, et en avait envoyé des rapports circonstanciés à Soleure et à Versailles. Eut-il vent de l'arrivée prochaine en Valais du Colonel de Reding ? Le fait est que vers la mi-novembre 1703, Louis XIV, sur le conseil de son ministre des Affaires étrangères, Colbert de Torcy <sup>13</sup>, neveu du grand Colbert, jugea prudent de déléguer auprès des Sept Dizains un agent extraordinaire en la personne du Brigadier Jean-Etienne de Courten, colonel du Régiment valaisan au service de France <sup>14</sup>.

Invité par le ministre de la guerre Chamillart <sup>15</sup> à se rendre à Versailles, Courten se présenta devant le Grand Roy et reçut des mains de Colbert le mémoire suivant <sup>16</sup> :

« Depuis que le Sieur Marquis de Puitsieulx sert le Roy en qualité d'Ambassadeur auprès des Cantons, Il a toujours informé Sa Maj. de l'attachement particulier que ceux du Pays de Valais ont témoigné en toutes occasions pour Elle et pour ses intérêts. Ils en donnent de nouvelles marques présentement que le Duc de Savoye leur fait solliciter par le Sr Vibert son Envoyé, et que ce Prince les presse de fermer les passages de leur pays non seulement aux officiers et aux recrues que Sa M. enverra à son armée d'Italie, mais encore aux lettres. Les instances de cet envoyé ont été jusqu'à présent inutiles ; on croit qu'elles n'auront pas plus de succès à la Dyette qui se tient présentement à Brigue.

» Comme il peut arriver cependant que quelques gens mal intentionnés et

gagnés par les récompenses qu'ils espéreront de la part des Ennemis de S. M., ébranlent ceux dont les intentions sont le plus conformes au bien de leur pays, le Roy a jugé qu'il seroit à propos que le Sr Curten dont Elle a connu le zèle en plusieurs occasions se rendît en ce pays sous prétexte d'aller donner ordre à ses affaires particulières ; Sa Maj. étant informée de la considération qu'il y a par luy-même et par sa famille, Elle ne doute pas que sa présence, les amis et les parents qu'il peut faire agir n'y contribueront fort à maintenir les bonnes dispositions de ceux de ce pays. Ce qu'Elle peut en attendre présentement de plus utile pour son service est la liberté du passage pour ses troupes, pour ses officiers, pour leurs équipages, et généralement pour toutes les choses qu'il sera nécessaire d'envoyer par terre à son armée d'Italie.

» Comme ceux du Pays de Valais n'ont jamais senti que les effets de la bienveillance de Sa Maj., qu'ils n'ont rien à craindre de ses desseins, que les passages qu'ils donneront, bien loin de leur causer aucun préjudice, contribueront au contraire à faire répandre de l'argent dans leur pays, que cette route une fois établie peut subsister après la paix pour les marchandises et apporter au pays une grande utilité, Sa Maj. a lieu de croire par toutes ces raisons que le Sr Curten ne trouvera pas beaucoup de difficultés à confirmer les Dizains dans la résolution qu'ils paraissent avoir prise ;

» Elle ne lui prescrit rien sur les moyens dont il doit se servir pour cet effet. Elle les remet à sa prudence et à la connoissance qu'il a de sa patrie. Il a paru que l'Evesque de Sion étoit bien intentionné, et qu'il témoignoit en toutes occasions un grand zèle pour le service du Roy. Ainsy le Sr Curten pourra l'assurer du gré que Sa Maj. lui sçait des sentiments qu'il fait paraître ;

» Au reste il avertira le M<sup>s</sup> de Puyseulx de son arrivée dans le Pays de Valais, et il agira de concert avec luy en toutes les choses où le service de Sa Majesté sera intéressé. L'établissement pour le passage des lettres est fait en vertu du traité que les fermiers généraux des postes de S. M. ont signé avec les Sieurs Fischer ; les chevaux sont établis pour le passage des courriers, et par conséquent il ne s'agit que de maintenir ce qui est fait à cet égard.

» Quoique le Roy ne donne aucun caractère au Sr Curten, Sa Majesté veut bien cependant luy faire remettre une lettre de créance afin qu'elle puisse servir à sa sûreté, si quelques gens mal intentionnés et partisans des ennemis de Sa Maj. taschoient de luy susciter quelqu'affaire fascheuse.

» Fait à Versailles le 21 Novembre 1703.

» Signé : Louis

Colbert. »

Après avoir réglé les quartiers d'hiver de son régiment, qui étoit destiné à combattre dans la campagne suivante sous les ordres du maréchal de Villars contre les Camisards des Cévennes, le Colonel de Courten se dirigea sur le Valais et entra dans Sion le 12 décembre 1703.

Il y trouva la Diète valaisanne réunie depuis quelques jours. On l'informa immédiatement que la veille même, le Colonel de Reding avoit été reçu en audience solennelle, et on lui remit une copie des propositions qui avoient été faites dans les termes suivants <sup>17</sup> :

« Magnifiques Seigneurs,

» L'honneur que j'ay aujourd'hui au nom de S. A. R. Victor-Amédée, Duc de Savoye, prince de Piedmont et Roy de Chypre, mon sérénissime prince et

seigneur, de comparoître icy devant cette illustre assemblée m'est d'autant plus agréable que j'ay le bonheur d'apporter de la propre bouche de S. A. R. à vos seigneuries les assurances de son amour confédéral comme aussy une confiance particulière à cette louable République qu'il continuera de cultiver dans l'avenir.

» Pour vous en donner, Magnifiques Seigneurs, une marque essentielle et tout à fait assurée, S. A. R. est prest de confier à votre chère protection une des plus belles fleurs de sa couronne qui est la Duchée (sic) de la Valdoste, si proche voisine de vos Etats, la seule porte qui vous reste aujourd'huy ouverte, le maintien des alliances que vos illustres ancêtres ont contractées depuis un tems immémorial avec cette couronne et jusques à présent si saintement observées et conservées.

» S. A. R. vous offre de recevoir dans la dite Duchée une quantité de vos troupes sous le commandement de vos propres officiers, lesquels seront néanmoins à sa solde, et seront honnestement et bien entretenus. Cecy, Magnifiques Seigneurs, est l'essentiel de ma commission.

» Je ne veux pas, pour vous induire à cela, vous représenter combien vos troupes pourroient vivre et subsister plus commodément et plus utilement dans ce service que dans aucuns autres.

» Je ne veux pas non plus vous représenter combien vous devez vous intéresser au libre commerce que vos patriotes ont avec cette Duchée qui seroit interrompu par une guerre que vous pouvez prévenir et éviter, et les calamités qu'elle entraîne avec elle et dont vous seriez participants.

» Enfin je ne veux pas vous spécifier l'état heureux et tranquille où votre Etat est par sa situation voisine des Etats de S. A. R. qui vous sont si étroitement liés et desquels vous n'aurez jamais rien à craindre en tous tems, ni combien il pourroit être dangereux à votre République d'acquérir un voisin étranger et puissant. Vos Seigneuries savent toutes ces raisons et cent autres motifs qui les doivent inviter à accepter ce glorieux offre de S. A. R... »

Refuser de prendre la protection du Val d'Aoste, continuait Reding, amènerait des conséquences aussi désastreuses pour les Valaisans que l'abandon du Comté de Bourgogne par les Cantons, en 1674, avait augmenté l'arrogance et les prétentions de Louis XIV envers le Corps helvétique, livré depuis lors à toutes sortes de vexations.

« ... Cette Duchée vous doit estre aujourd'huy ce que la Comté de Bourgogne devoit estre autrefois à la République helvétique. Je dis encore de plus qu'il est certain que la France prend tant d'avantage depuis la dernière victoire remportée sur le Rhin et la réduction de Landau que peut-estre dans peu de temps la Valdoste pourroit estre le seul petit espace qui pourroit empêcher cette province de faire le cercle déjà tenté de tout le corps helvétique. Il est encore tems de vous défendre par une virile et patriotale résolution et de vous préserver en assistant les autres contre l'ambition générale d'une violente couronne... »

Courten prépara sur-le-champ sa réponse et demanda à être reçu par la Diète. Une délégation de deux députés vint le chercher à son domicile et l'introduisit devant l'illustre assemblée<sup>18</sup>.

Voici en quels termes il se présenta<sup>19</sup> :

« Magnifiques Seigneurs,

» La confiance dont S. M. T. C. m'a honoré lorsqu'elle a jetté les yeux sur moi pour m'envoyer auprès de vos Excellences dans la conjoncture présente, a

été d'autant plus flatteuse et agréable pour moi que la commission dont elle m'a chargé ne tend qu'à la gloire, l'avantage et l'utilité de notre louable République. C'est de quoi V. E. seront convaincues lorsqu'elles sauront que mes intentions uniques à présent se réduisent en deux chefs, dont le premier est d'assurer V. E. de la part de S. M. de la sincérité de ses sentiments avantageux et de sa constante bienveillance pour notre louable République, dont il est plus disposé que jamais de donner des marques à V. E. tant en général qu'en particulier, bien persuadé que l'est S. M. que l'attachement inviolable que V. E. ont toujours marqué avoir pour ses intérêts, ne sera point diminué dans un tems où la continuation de ce même attachement peut estre si agréable à S. M. et d'une si grande utilité à la patrie.

» Le second chef de ma commission ne consiste qu'à inciter V. E. de la part de S. M. à persévérer dans la prudente attention qu'elles ont toujours eu aux véritables intérêts de notre louable République dans une conjoncture où S. M. ne doute point que V. E. ne soyent puissamment sollicitées par ses nouveaux ennemis à changer de conduite et dont les commissaires, suivant ce que j'ai appris depuis mon arrivée, ont fait à V. E. plusieurs propositions, lesquelles... n'ont qu'une fausse apparence d'avantage pour notre chère patrie. C'est ce que je n'aurai pas l'honneur de détailler ici à V. E., m'en rapportant bien à leurs sages et prudentes pénétrations qui leur auront suffisamment découvert les conséquences que renferme surtout l'offre que les ministres de S. A. R. de Savoye font de la part de leur Maître, de la Val d'oste pour estre mise sous la protection de notre louable République à la condition qu'elle fournisse à la solde de sa dite Altesse le plus de troupes qu'elle pourra pour garder le dit pays.

» Il n'y a personne de vous, Magnifiques Seigneurs, qui n'aye découvert à la vue de cette proposition la foiblesse où se trouve un Prince qui après avoir rompu tous les liens des engagements les plus forts qu'il avoit pris avec les Deux Couronnes de France et d'Espagne, commence par offrir une partie de ses états à ses voisins seulement pour se mettre à couvert des avantages que les deux couronnes pourroient avoir sur ces dits états par la situation où se trouvent présentement les armées de LL. MM. très Chrétienne et Catholique, et pour avoir le tems de se remettre de la surprise où il est de voir ses projets déconcertés par le soin que S. M. T. C. a pris de les prévenir.

» Je ne doute point non plus, Magnifiques Seigneurs, que vos prudentes réflexions ne se soyent arrêtées sur le peu de seureté qu'elles y auront entrevue dans de nouveaux engagements avec un Prince dont V. E. connaissent la conduite ; quels égards et quels ménagements notre République peut-elle attendre de sa part lorsqu'il a su n'en avoir aucuns pour toutes les puissances de l'Europe.

» Au reste, Magnifiques Seigneurs, j'aurai l'honneur de protester ici à Vos Excellences que le zèle avec lequel je me porte dans cette occasion pour les intérêts de S. M. T. C. est autant animé par mon attachement inviolable à la gloire et aux avantages de ma patrie, que par celui que je dois au service de S. M. T. C., n'ayant rien trouvé dans la commission dont elle m'honore, qui ne se concilie parfaitement, selon mes faibles lumières, avec les véritables intérêts de notre louable République.

» Permettez, Magnifiques Seigneurs, que je ne laisse point échapper cette heureuse occasion de demander en mon particulier à V. E. la continuation de l'honneur de leur protection, tant pour moi personnellement que pour le Régiment que j'ai l'honneur de commander, les suppliant d'estre bien persuadées que mes vœux les plus ardens seront toujours pour la gloire et l'avantage de la patrie, et pour la prospérité et santé de Vos Excellences. »

Ce discours introductif fut complété par une lettre circulaire, adressée aux députés de chacun des Sept Dizains <sup>20</sup>.

Courten y réfutait les allégations et les arguments principaux que Vibert et Reding avaient exposés oralement ou par écrit aux chefs du pays, et aux personnages influents. Il insistait sur la mauvaise foi du Duc de Savoie, en qui l'on ne pouvait plus mettre sa confiance désormais ; contestait l'utilité d'une occupation du Val d'Aoste, mesure qui risquerait au contraire d'indisposer la Couronne de France, et qu'aucun autre canton n'accepterait, en dépit de la menace qui en était faite ; opposait les bienfaits tangibles de l'alliance française aux promesses douteuses et bien vagues de la Savoie ; jugeait déplacé l'appui donné à un Prince qui soutenait les ennemis de la religion, et favorisait présentement la révolte des Cévennes. C'était au contraire, ajoutait-il, un devoir urgent de la Diète d'interdire le passage à travers le pays aux réfugiés protestants, rebelles à leur Prince naturel, le roi de France, et favorables à la cause du Duc, dont ils allaient renforcer l'armée. Il n'y avait pas là une infraction à l'alliance des Dizains avec la Savoie, puisque ces réfugiés étaient « des gens sans aveu, qui ne devaient point trouver d'asile, ni de protection dans des états catholiques ». Il serait au reste prudent et sage d'être avant tout bien éclairés des intentions de S. M. T. C., « dont la protection pourroit même, si nous le désirions, nous procurer une alliance avantageuse avec la Couronne d'Espagne, laquelle, par le voisinage du Milanois, pourroit estre d'une si grande utilité à la patrie ». Il conviendrait, concluait-il, d'être instruit de l'exemple qu'allaient donner les cantons, à qui le Duc de Savoie avait fait faire des propositions semblables à celles qui étaient faites au Valais.

Sans désespérer, les Sieurs Reding et Vibert revinrent à la charge dans de nouveaux discours et mémoires. Très adroitement, ils se mirent à exploiter la vieille méfiance des Valaisans contre l'Etat de Berne, en leur faisant entendre que s'ils se désintéressaient de la garde du Val d'Aoste, le Duc la confierait aux Bernois, qui ne demanderaient pas mieux que de s'implanter de l'autre côté des Alpes et d'occuper par la même occasion le Bas-Valais. La Diète cependant ne se laissa pas intimider, et se sépara le 17 décembre en acceptant « ad referendum » les propositions faites par S. A. R. de Savoie. La première manche était gagnée pour Courten qui s'empressa d'en donner la nouvelle au ministre de la guerre Chamillart, dans ses lettres des 15 et 22 décembre 1703 <sup>21</sup> :

« Monseigneur,

» Je suis arrivé ici le 12e de ce mois. J'y ai trouvé notre Diète assemblée depuis 5 jours, et les Sieurs Vibert et le Colonel Reding, tous deux envoyés du Duc de Savoye, fort occupés à tâcher de séduire par des propositions et des promesses quelques-uns des Députés qui composent cette Diète. Mais j'espère rendre bientôt tous leurs efforts inutiles. Le Colonel Reding ayant été envoyé par extraordinaire... et cette République lui ayant donné audience la veille de mon arrivée, j'ai cru devoir me servir de ma lettre de créance et demander aussy une audience qui m'a été accordée. Elle a fait un assez bon effet puisqu'elle a déterminé le Conseil de prendre les propositions de Mr de Savoye « ad referendum »...

» Le passage, depuis mon arrivée, est parfaitement établi pour tout ce qui vient d'Italie en France, et de France en Italie...

» J'ai obtenu en cette Diète qui finit après-demain la défense du passage aux réfugiés par ce pays. Les ordres sont donnés pour les renvoyer quand ils se présenteront : c'est le secours le plus considérable que le Duc de Savoye pourroit recevoir. Mais il ne faut pas espérer que l'on interdise absolument à ce Prince le passage pour des chevaux, courriers et autres choses, parce que cette république, ne pouvant ouvertement contrevenir aux traités d'alliance qu'elle a avec ce Prince, est obligée de maintenir dans cette occasion une apparence de neutralité. Les facilités seront entières pour le Roy et il aura tous les avantages...

» Si l'on parloit icy d'une alliance du Roy d'Espagne avec cette République pour la défense du Milanois, je crois que la proposition serait bien reçue ; je le mande à Mr de Torcy pour estre informé des intentions du Roy à cet égard...

» J'ai mis des gens en campagne pour surprendre quelques paquets des courriers de l'Empereur ou du Duc de Savoye qui passent par le Grand St-Bernard ; j'espère que cela me servira...

» Il se tiendra le 29e de ce mois une seconde Diète... mais par les mesures que j'ay prises, j'ay lieu d'espérer que les ministres de Savoye n'auront pas plus de satisfactions de cette seconde Diète que de la première.

» Si l'on m'avoit mis en estat de joindre à mes sollicitations la distribution de quelque argent, je pourrois me flatter de faire réussir en ce pays généralement tout ce qui pourroit convenir au service du Roy.

» J'ay l'honneur d'estre avec beaucoup de respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

A Sion en Valley et Sierre  
ce 15 Xbre et 22 Xbre 1703.

Signé : Courten. »

Cependant Vibert ne se tint pas pour battu. Avant le départ du Colonel Reding, qui allait continuer son voyage à travers les cantons suisses, il composa un important mémoire qu'il remit à chacun des Sept Dizains. Il y renouvelait ses demandes de secours, de la faculté de recruter à son gré dans le pays en vertu des traités ; insistait sur la liberté de passage à travers le Grand St-Bernard, pour des hommes sans armes, en nombre restreint, destinés au service du Piémont ; revenait sur la nécessité, pour les Cantons en général, d'occuper la Savoie, et pour le Valais en particulier, le Val d'Aoste. C'était, selon lui, la seule manière de se défendre contre les entreprises de Louis XIV, et d'éviter un encerclement mortel. Si la Diète de décembre ne s'était pas explicitement

prononcée sur ces divers points, le secrétaire d'Etat Burgener lui avait donné officieusement des assurances. Il continuait son plaidoyer en dénigrant le service de France, lui opposait les avantages d'une capitulation avec la Savoie, accusait le Colonel de Courten de soutenir des intérêts personnels, promettait le paiement des pensions arriérées et l'octroi de subsides plus abondants, en appelait aux alliances par lesquelles les Valaisans s'étaient engagés à soutenir son Prince, offrait les sels du Piémont en remplacement de ceux de la Bourgogne, que la France fournissait à des prix avantageux.

Courten s'empressa de combattre les demandes de son adversaire et de retourner contre lui ses arguments spécieux <sup>22</sup> :

« Messieurs,

» Je réponds simplement à la première supposition de Mr de Vibert qui est de dire qu'en la dernière Diète notre République s'est engagée d'accepter la garantie de la Val d'oste et d'accorder la levée d'un régiment, et qu'il ne demande plus qu'une prompte exécution de la parole qu'il prétend lui avoir été donnée de la part de la République par Mr le secrétaire d'Etat.

» N'espère-t-il pas de nous persuader que l'exactitude et l'intégrité de notre secrétaire lui aye permis de porter une parole de la part de la République absolument contraire à la déclaration uniforme des sentiments des louables Dizains dont Mrs leurs députés étoient chargés.

» Ne voit-on pas que M. de Vibert, piqué du peu d'apparence de succès de sa négociation, ne cherche plus qu'à diviser notre magistrat et à le rendre suspect à nos louables communautés ?

» Je dis bien plus : Que l'on prenne garde à l'esprit de son mémoire ; on trouvera qu'il n'a été composé que pour soulever les dites communautés en leur inspirant cette fausse et pernicieuse crainte du prétendu dessein de S. M. T. C. de subjuguier ce pays. N'est-ce pas avancer une pauvreté démantie par toutes les apparences et par le propre raisonnement de Mr de Vibert ? Car... si le dessein de S. M. T. C. avoit été de conquérir ce pays, qui est-ce qui l'auroit empêché du moins de le tenter dans la dernière guerre, où ses troupes occupoient toute la Savoye et dans les tems que ses armées étoient dans le milieu du Piémont ?

» Mais supposez, Messieurs, que Mr de Vibert prétende que ce soit un dessein que le Roy aye formé seulement dans cette dernière guerre, nous persuadera-t-il que S. M. aye besoin de la Val d'oste pour entrer dans notre pays, lorsque ses troupes se trouvent actuellement répandues dans la Savoye ? Que veut dire ce raisonnement que le Roy ne veut prendre la Val d'oste que pour se rendre maître de ce pays, lorsque dans un autre endroit de son mémoire, il dit que le Roy n'a garde de choquer le Corps helvétique dans cette conjoncture où il a assez d'affaires sur les bras. Mr de Vibert a-t-il oublié que cette République est un membre du Corps helvétique et que nos alliances particulières avec les cantons catholiques mettent le Roy hors d'état de rien entreprendre sur nous sans vouloir en même temps intéresser tout le Corps helvétique à notre défense ?...

» M. de Vibert ne montre-t-il pas clairement qu'il ne cherche qu'à soulever les peuples témoins des discours qu'il a semés dans des paroisses du louable dizain de Sierre, disant que notre magistrat avoit vendu le passage à la France ? N'auroit-t-il pas fallu que le canton de Berne eût vendu son passage, puisqu'il ne vient rien du côté de France en ce pays sans avoir traversé auparavant tout le Pays de Vaud ?...



» Je ne doute pas, Messieurs, que vous n'ayez remarqué que M. de Vibert ne veut point de la neutralité de la Val d'oste, et qu'il insiste toujours sur la garantie. S'il n'est question que du salut de la Val d'oste pour assurer celui de notre République, comme il dit, la neutralité ne suffit-elle pas, car dès que les deux princes intéressés auroient accepté la dite neutralité, cette province ne seroit-elle pas en plus grande seureté que si elle avoit des troupes pour sa défense ?

» Mais prenez garde... qu'on vous demande la garantie qui entraîne avec elle la nécessité des troupes, encore les veut-on à la solde du Prince. Ne voit-on pas qu'on cherche par tout qu'à impliquer le Corps helvétique dans la présente guerre, et qu'on voudroit commencer par nous, car si une fois la Val d'oste étoit sous notre protection, et que nous y eussions des troupes à la solde du Prince de Savoye, ces mêmes troupes ne seroient-elles pas regardées comme ennemies par celles du Roy, et ne seroit-il pas permis à celles de S. M. T. C. de les attaquer ?... Que M. de Vibert remplisse de papier tout ce qu'il voudra : il ne nous persuadera pas que la seule garantie puisse sauver la Val d'oste et que la neutralité ne puisse pas faire cet effet.

» Venons présentement aux traitements des troupes de son Prince et de celles que nous avons au service de S. M. T. C. Sans entrer dans le détail des capitulations ni de la proximité du pays où elles sont employées, je m'en rapporte seulement aux témoignages des capitaines du Régiment de Reding et à ceux de celui que nous avons au service de France. Que l'on demande aux capitaines qui servent en France, s'il y en a quelques-uns qui veuillent quitter leurs compagnies pour en prendre une dans le Rgt de Reding...

» M. de Vibert prétend que l'intérêt particulier du Colonel qui commande le Rgt que nous avons en France le fait agir contre la levée de celui qu'il demande pour son Maître seulement par son propre intérêt et parce que le dit Colonel croiroit qu'il en feroit plus difficilement des recrues. Je puis déclarer à M. de Vibert de la part du dit Colonel qu'il croiroit au contraire que cette même levée de rgt bientôt désabusée des avantages que M. de Vibert promet, lui serviroit de recrues et augmenteroit la facilité d'en trouver dans son rgt. M. de Vibert croiroit-il parvenir à décrier dans ce pays le service du Roy par des suppositions comme celles de dire que le rgt que nous avons en France est à l'extrémité de l'Espagne, pendant qu'il est actuellement dans les meilleurs quartiers de l'Auvergne...

» Quant aux arrérages de pensions dues que M. de Vibert offre présentement et qu'il compare avec celles que nous recevons de la France..., comment nous prouvera-t-il que son Prince dans les tems de paix où il ne croyoit pas avoir besoin de nous, aye eu à l'égard de notre République les mêmes ménagements que le Roy. Nos pensions n'ont-elles pas été payées régulièrement en tout tems ; le Roy n'a-t-il pas fait comprendre spécialement notre République dans la dernière paix, et dans toutes les occasions qui se sont présentées n'avons-nous pas eu lieu de nous louer de ses égards pour nous ? Qu'est-ce qu'a fait pour nous le Duc de Savoye ; de quelle utilité nous a été son alliance depuis un temps infini, où en sont les avantages et les bénéfices ?...

» M. de Vibert somme notre République de l'exécution des alliances qu'elle a avec le Duc de Savoye, et veut toujours remonter aux anciennes, supposant apparemment que notre magistrat ignore que les dernières sont les seules auxquelles on doive s'arrêter.

» Voyons ce que la dernière alliance disoit. Ne réserve-t-elle pas toutes les autres que nous avons, et la France n'est-elle pas comprise dans cette réserve ? M. de Vibert voudroit-il nous faire croire qu'il n'y ait point de guerre entre la France et son Maître ? Que s'il convient de la guerre, ne doit-il pas convenir aussi que la France étant réservée dans l'alliance de Savoye, nous ne sommes

point obligés de donner des troupes à son Prince contre la France ? Mais M de Vibert ne se tient pas là. Il prétend, comme on le remarque dans son mémoire, que notre alliance avec son Prince nous engage au point que nous serions obligés de lui donner des secours contre nous-mêmes s'il arrivait qu'il entreprît [quelque chose] sur notre République... N'est-ce pas là vouloir nous traiter en sujets ?...

» M. de Vibert nous offre les sels de Piémont au défaut de ceux de la France et d'Italie. Ne savons-nous pas que le sel de Piémont vient de Nice en Provence ? Quelle caution M. de Vibert nous donnera-t-il que le Roy T. C. ne se rende maître de Nice, et en ce cas, à quoi serviront les pénibles et presque impraticables passages de Viège et du Grand St-Bernard ?... Ne sont-ce pas là des promesses en l'air et des chimères ?...

» Enfin, Messieurs, pour finir comme M. de Vibert, je laisse à vos sages réflexions et à votre pénétration lequel a dans ce pays de plus sûr garant de sa sincérité pour la patrie, ou l'étranger qui n'a rien à y perdre, ou le patriote qui y a tout le peu de bien que Dieu lui a donné, l'intérêt de sa réputation, et celui de toute sa famille à y ménager. »

Tandis que le Colonel de Courten défendait les intérêts du Grand Roy auprès de ses compatriotes, son collègue de Modane s'était rendu chez le Marquis de Puysieux pour le renseigner très exactement sur l'état des affaires valaisannes et lui servir d'agent de liaison à mesure que les négociations se poursuivaient. Une correspondance régulière s'établit entre Sion et Soleure, Courten agissant en étroite collaboration avec Puysieux qui le tenait au courant des efforts et des intrigues des Sieurs de Mellarède et de Reding auprès de Berne et de Zurich et des cantons catholiques de la Suisse centrale pour les convaincre de demander la neutralisation de la Savoie et d'accorder au Duc Victor-Amédée la levée de plusieurs régiments.

Le puissant Etat de Berne, par son attitude ouvertement antifranaise, rendait d'autant plus difficile la tâche des ministres de Louis XIV en Suisse, qu'il soutenait de son influence politique et de ses ressources en recrues les visées de Victor-Amédée II. Il hébergeait sur le territoire du pays sujet de Vaud de nombreux réfugiés français, hérétiques de sectes diverses, spécialement des cévenols, qui s'engageaient volontiers au service de la Savoie. La révocation de l'Edit de Nantes en 1685, et l'intolérance religieuse de S. M. T. C. avaient détourné les Bernois de l'alliance française, et les avaient rapprochés des puissances évangéliques du Nord, de l'Angleterre, de la Hollande, et de leur allié, l'Empereur. Dans la guerre qui venait de s'ouvrir, ils ne prenaient plus la peine de cacher leur sympathie active pour le parti de la « Grande Alliance ». Aux raisons confessionnelles s'ajoutaient des vues d'une adroite politique, car plus que tout autre canton suisse, celui de Berne était vivement intéressé au maintien du Duché de Savoie-Piémont. Il n'avait plus rien à craindre de ses desseins dirigés maintenant du côté de

l'Italie, et parmi ses maximes de conduite, « la plus fondamentale consistait dans le soin d'avoir plusieurs souverains pour voisins, et de ne se point permettre que les pays qui confinaient ses états et en étaient la barrière, tombassent sous une même puissance »<sup>23</sup>. Quelle gêne et quel danger eût été la mainmise de Louis XIV sur la Savoie et le Val d'Aoste ! Or, depuis la défection du Duc Victor-Amédée, une armée française, sous le Duc de la Feuillade, occupait la Savoie, tandis qu'une autre, commandée par le Duc de Vendôme en Italie, menaçait sérieusement le Val d'Aoste.

Aussi lorsque le Sieur de Mellarède vint présenter les offres de son Souverain contre l'ambition du Grand Roy, il fut accueilli et écouté avec empressement par Leurs Excellences de Berne. Un parti savoyard se forma à la tête duquel se placèrent l'avoyer de Sinner, le richissime et incorruptible banneret Willading, le banneret de Muralt et le bailli de Steiger. Il se montra d'emblée favorable à la conclusion de capitulations militaires pour la levée de deux régiments, et l'on mit tout en œuvre pour obtenir de la Diète helvétique la neutralisation de la Savoie<sup>24</sup>.

L'habile Marquis de Puysieulx ne se laissa pas prendre au dépourvu et se mit à déployer les ressources multiples de son art diplomatique. Il s'était ménagé des intelligences dans la place même, puisqu'il était soutenu par le second avoyer Emmanuel de Graffenried, et que son amie secrète, Madame de Tillier — une veuve en mal d'intrigues et d'argent, désignée dans la correspondance officieuse de l'ambassade de France sous le surnom de « Caracacamoucheu » — le renseignait sur les affaires les plus cachées de la politique bernoise. En menaçant Leurs Excellences d'une rupture définitive avec le Roy son maître, en mettant le canton de Zurich dans son jeu, Puysieulx réussit à empêcher la conclusion de capitulations officielles, et à forcer Mellarède à ne traiter qu'avec des particuliers ; il fit traîner en longueur, dans les Diètes successives de Baden, les pourparlers sur la neutralisation de la Savoie, en offrant la garde du Faucigny et du Chablais aux cantons catholiques, et celle du Val d'Aoste, dès qu'il serait occupé, aux Valaisans.

Quoi qu'il en soit, les faveurs que l'Etat de Berne accorda, dès le début, au Duc Victor-Amédée, plaçaient le Valais dans une position fort délicate. Bien qu'il s'en méfiât, et prît contre lui toutes espèces de précautions défensives, il devait ménager ce voisin autoritaire, dont les terres jouxtaient aux siennes et commandaient les principaux débouchés vers la France et les cantons catholiques, le long des rives du Léman, et dans le Pays d'En-Haut. D'un autre côté, Berne et la Savoie ne

pouvaient utilement correspondre que par le Pont de St-Maurice et le Grand St-Bernard. C'était la route que suivaient les recrues engagées pour le service du Duc, les chevaux achetés en Suisse, les transports d'armes et de munitions, et tous les courriers avec le parti allié. Il n'était pas impossible, dès lors, que Berne acceptât la garde du Val d'Aoste et songeât à mettre la main sur les passages du Bas-Valais ; le Valais eût été de la sorte partiellement encerclé et coupé de ses relations avec la France.

Ces considérations alarmantes orientèrent le Colonel de Courten dans une nouvelle argumentation contre les propositions réitérées du Comte de Vibert. Il réveilla la méfiance de ses concitoyens envers les Bernois, les mit en garde contre les menées peu scrupuleuses de ces douteux confédérés, fit agir des raisons confessionnelles, toujours éloquentes auprès d'un peuple foncièrement catholique, et, d'entente avec le ministre Colbert et le Marquis de Puyseulx, proposa aux députés valaisans une alliance avec l'Espagne, maîtresse du Milanais, partant des débouchés du Simplon et du Gothard. Bien qu'il eût obtenu de la première Diète la fermeture du St-Bernard aux réfugiés protestants, il crut bon d'insister encore sur ce point, car cette mesure se révélait peu efficace ensuite du contrôle relâché du gouverneur de Preux, à St-Maurice, qui, y trouvant son compte, se montrait de moins en moins rigoureux, et de l'astuce du Sieur de Vibert, qui avait réussi à soudoyer quelques indigènes pour guider nuitamment les recrues suspectes par des chemins détournés.

Lorsque, le 29 décembre 1703, s'ouvrit à Brigue une assemblée extraordinaire des Sept Dizains, le Colonel de Courten s'y présenta avec un plaidoyer en forme contre l'Etat de Berne<sup>25</sup>. Je lui cède la parole :

« Magnifiques Seigneurs,

» Je n'ai pas l'honneur de me présenter aujourd'hui à cette illustre assemblée pour lui faire des propositions nouvelles... Ce n'est donc que pour avoir l'honneur de vous informer que les dernières lettres que j'ai reçues de la Cour, me rappellent en France, et que, n'ayant plus guère de temps à rester en ce pays, je me trouve vivement sollicité par l'amour de ma patrie de représenter à Vos Excellences le danger et les inconvénients dans lesquels les nouveaux mouvements des ennemis de notre religion et peut-être de notre liberté, veuillent nous jeter si nous nous abandonnons à leurs sollicitations.

» Je ne doute pas, Magnifiques Seigneurs, que vous ne fassiez quelques réflexions à la conduite nouvelle du Canton de Berne dans l'occasion de cette guerre. A-t-on vu ce même canton, dans la dernière guerre, s'intéresser si fortement à la conservation des états du Duc de Savoie ? Pourquoi tous ces mouvements qu'il se donne aujourd'hui, ces vives sollicitations auprès de quelques autres cantons pour les porter à se joindre à eux ?...

» Remarquez ses raisons étroites avec le Duc de Savoye ; ne découvrez-vous pas amplement que ce Prince et ce Canton cherchent également à diviser le Corps helvétique, et le partager en différents intérêts pour profiter de ces troubles et de sa division ?

» D'où viennent toutes ces propositions de garantie, de neutralité pour le Chablais, dont les troupes de S. M. sont en possession ? Que signifient ces secours effectifs que sous leurs passeports, Mrs de Berne envoient par notre pays au Duc de Savoye ? Ne sont-ce pas là des mouvements tout nouveaux qui doivent nous persuader que l'on cherche querelle et que le Canton de Berne croit que le temps de lever le masque est venu ?

» Devons-nous, Magnifiques Seigneurs, confondre notre intérêt avec ceux d'un canton qui, dans les différentes occasions, nous a donné des preuves évidentes de ses mauvaises intentions pour nous ; quelles sortes d'insultes n'a-t-il pas fait à vos sujets, quelle satisfaction vous en a-t-il donnée et quels égards, au delà de nos alliances, devons-nous avoir pour lui contre nos véritables intérêts dans cette conjoncture ? Prenons seulement garde que cette grande correspondance de la Vald'oste avec le Canton de Berne, que nous favorisons par la liberté de nos passages, ne mette pas un de ces jours le canton de Berne et le Duc de Savoye en état de se saisir de nos gouvernements...

» N'est-il pas à craindre, Magnifiques Seigneurs, que Mrs de Berne, sous le prétexte des secours de réfugiés et de leurs sujets, qu'ils envoient par notre pays dans la Vald'oste, ne se trouvent maîtres de cette province ?

» Pourquoi encore ce même canton insiste-t-il si fort pour la neutralité du Chablais, et demande-t-il en même temps que cette province soit confiée à sa garde ? si ce n'est pour se rendre maître, quand il lui plaira, de nos passages du Bas-Valais, si nécessaires au maintien de sa correspondance avec le Duc de Savoye, mais je puis vous assurer, Magnifiques Seigneurs, de la part de S. M. T. C. que si le cas arrivoit, qu'elle acceptât la neutralité du Chablais, elle vous confieroit cette province plutôt que de la voir entre les mains du Canton de Berne. Je vous supplie de considérer si, dans ce cas, il ne nous seroit pas important d'accepter l'offre que S. M. nous feroit de nous confier cette province.

» Je vous demande encore, Magnifiques Seigneurs, un moment d'attention sur les démarches présentes de Mrs de Berne ? Pourront-ils nous persuader qu'ils ne les font qu'en conséquence des alliances ? D'où vient donc que quelques cantons catholiques, également alliés au Duc de Savoye, n'imitent point leur exemple ?... Quelles raisons ont ces mêmes cantons de ne point changer de conduite dans cette conjoncture, si ce n'est que leurs vues ne sont que de maintenir leur tranquillité, et ne voit-on pas clairement que celles du Canton de Berne sont de saisir une conjoncture favorable au dessein qu'il a toujours eu d'étendre sa puissance et de profiter des troubles du Corps helvétique.

» Je vous supplie, Magnifiques Seigneurs, d'être bien persuadés que, mon ministère étant sur ses fins et ma commission achevée, je n'ai été sollicité aux représentations que j'ai l'honneur de faire icy à Vos Excellences, que par l'amour de ma patrie. Je le répète encore. Il est temps de prendre des précautions pour la seureté de notre frontière, d'arrêter ce libre commerce de secours continuels qui se fait du Canton de Berne à la Vald'oste... Si la patrie tombe dans des fatalités dont le Tout-Puissant veuille la garantir, je n'aurai du moins pas à me reprocher de n'avoir pas contribué de ma part de tout ce qui a pu dépendre de moi pour lui faire prévenir ses malheurs...

» Je proteste devant Dieu et cette illustre assemblée que toutes mes propositions et les sentiments que j'ai l'honneur de communiquer icy à Vos Excellences, ne m'ont été dictées que par le pur zèle pour ma patrie et l'intérêt inviolable que je prendrai toute ma vie à sa gloire, à ses avantages et au maintien de sa liberté.

» C'est aussi ce même attachement pour ma patrie qui me fait voir avec douleur qu'elle est sur le point de négliger l'avantage le plus essentiel dont elle puisse profiter dans cette conjoncture.

» Qui est-ce, Magnifiques Seigneurs, qui put disconvenir que l'alliance d'Espagne qui nous est offerte, ne soit pas un nouveau et puissant secours au maintien de notre liberté, un honneur considérable à notre République, accompagné de toutes les sortes d'avantages et d'utilités. De quelle importance ne nous est-elle pas dans la situation où nous nous trouvons présentement ?

» Qu'on ne me dise point que dans cette occasion de guerre, il seroit à craindre, par cette alliance, de rompre avec le Duc de Savoye. Quel reproche légitime ce Prince aura-t-il à nous faire si nous avons la précaution de réserver son alliance ? Quoi ? Parce qu'il aura plu à ce Prince de s'attirer la guerre, il faudra que notre République laisse échapper l'occasion la plus importante et l'alliance la plus utile qu'elle puisse jamais faire...

» Il ne me reste, Magnifiques Seigneurs, qu'à remercier très humblement Vos Excellences des honneurs qu'elles ont bien voulu rendre au caractère que S. M. T. C. m'a bien voulu confier, et de demander à Vos Excellences, en qualité de simple patriote, la continuation de l'honneur de vos protections. »

Le 31 décembre 1703, de Sierre où il avait rejoint sa famille, le Colonel de Courten informa le ministre Chamillart des résultats favorables de la seconde Diète valaisanne <sup>26</sup> :

« Monseigneur,

» La seconde Diète a fini hier. Toutes les propositions du Colonel Reding y ont esté prises ad referendum. Il est certain que le Duc de Savoye n'aura point de troupes de ce pays, que cette république ne prendra point la Vald'oste sous sa protection sans le consentement du Roy, que le passage aux réfugiés qui passaient par ce pays pour se rendre en Piémont est entièrement interdit par un ordre réitéré de la Diète, et enfin que tout ce qui conviendra aux armées du Roy pour y aller et en venir trouvera toujours le passage libre et sûr par ce pays, hors les troupes armées...

» Ainsi la commission dont S. M. m'a honoré estant remplie et tout estant icy dans la disposition que l'on peut souhaiter pour son service, je me dispose à partir au commencement de février pour m'en retourner, remettant à M. de Modane le soin de maintenir ce que j'ay établi, ne connoissant personne qui convienne mieux que luy à ce pays, y estant nécessaire pendant que le Sr Vibert, envoyé de Savoye, y restera.

» Il n'y a pas d'apparence qu'il se tienne plus de diète en ce pays le reste de l'hiver ; en tout cas les affaires du Roy sont établies de manière qu'avec un peu d'argent il sera facile à M. de Modane de les y maintenir. »

Il eût été étonnant qu'en cette période de profonde corruption diplomatique, l'argent ne jouât pas un rôle essentiel même en Valais. Sur les ordres du ministre Colbert, le Marquis de Puysieux mit à la disposition du Colonel de Courten une somme de 500 écus par mois. Il le lui confirmait dans sa lettre du 2 janvier 1704, en y joignant un don spécial pour Mgr Supersaxo <sup>27</sup> :

« Je vous ay déjà mandé, Monsieur, que la Cour avait consenti à la dépense de 500 écus par mois dans vôtre pays, tant que l'on aura besoin des passages du

Valais, et que l'on seroit sûr que vos Seigneurs ne donneroient point de secours à M. le Duc de Savoye, et cela pendant le cours de cette guerre... Quant à la répartition de cette somme, vous en êtes entièrement le maître... Il y a un petit inconvénient : c'est qu'il ne reste pas un sol dans les coffres du Roy en ce païs cy ; j'en recevrai indubitablement dans la quinzaine.

» Vous traitterés ou ferés traiter par M. de Modane le gouverneur de St-Maurice, de la manière que vous le jugerez à propos...

» Je vous adresse dans ce paquet une croix pour M. l'Evesque de Sion, avec deux cordons pour l'attacher, à la manière de nos Prélats de France : c'est un présent que luy fait Sa Majesté. J'accompagne cette croix d'une lettre que je vous prie de vouloir bien prendre la peine de luy faire remettre. Votre sage et habile conduite, jointe à ce que vous jugerés à propos de faire pour M. Burgener, le mettra apparemment dans nos intérêts, et si l'on peut le réduire, vous n'aurez pas grands ennemis à combattre. Vous pouvés être assuré qu'on mesnagera autant qu'il est nécessaire M. Burgener, et qu'il aura lieu de se louer de la manière dont j'en agiray avec luy : c'est en effet un homme très utile dans la conjoncture présente.

» J'ay lu et admiré la lettre circulaire que vous avés écrite aux Dixains : il ne se peut rien de mieux... Je me suis toujours bien trouvé d'empescher qu'il ne soit pris aucune résolution dans les Diettes. Ainsy, Monsieur, si vous faites en sorte que tout soit pris *ad referendum*, vous devés regarder cela comme une victoire, et travailler apprés pour que Mrs vos Députés ne se rassemblent que le plus tard qu'il se pourra...

» Vous devés être assuré que j'ay l'esprit fort tranquille sur la distribution des deniers du Roy, et que quand les fonds de la Suisse et du Valais seront entre mes mains, je ne regarderay pas à une centaine de pistoles plus ou moins... Je vous prie d'écrire fortement à la Cour sur le besoin dont il est de faire de la dépense en vôte païs... Si vous ne prenés souvent sur vous beaucoup de choses, je ne pourray peut-être pas à tems vous ayder ; mais soyés sûr de mon approbation...

» Quant aux médailles, je croy qu'elles sont entre vos mains. Faites-en l'usage que vous croirés le plus convenable, et me croyés de tout mon cœur, Monsieur, et sans aucune réserve entièrement à vous.

Signé : Puyseulx. »

Après avoir amené la Diète à accepter les propositions savoyardes « *ad referendum* », Courten obtint d'elle encore un arrêté disant que le Valais ne se sentait pas assez fort pour prendre le Val d'Aoste sous sa protection, parce que, dans les circonstances actuelles, il avait besoin lui-même de ses milices et de ses hommes.

Ces échecs successifs ne décourageaient pas le Sieur Vibert. Bien que le passage du St-Bernard eût été interdit aux réfugiés hérétiques, il importait de le maintenir ouvert pour des contingents militaires, les munitions et les courriers qui étaient destinés aux armées du Piémont, et de profiter de cette tolérance pour faire de la contrebande en hommes et en armes. De complaisants passeports bernois facilitaient singulièrement la tâche de Vibert ; de même la connivence de plusieurs Valaisans sensibles aux largesses savoyardes.

Dans le but de couper court à ces menées, Courten suggéra au Mar-

quis de Puyseulx de faire entrer le Duc de la Feuillade dans le Val d'Aoste ; mais cette mesure se révéla impossible pour le moment. Puyseulx lui conseilla d'insister plutôt sur l'alliance projetée avec l'Espagne, et sur une occupation éventuelle du Chablais, du Haut-Faucigny, de tous les pays qui bordent le lac de Genève « pour en frustrer Mrs de Berne et leur ôter toute espérance de réussir dans leurs desseins » (Lettres des 16 et 21 janvier 1704)<sup>28</sup>.

Les autorités valaisannes avaient accueilli avec réserve la proposition d'une alliance avec l'Espagne ; elles ne tenaient pas à augmenter leurs obligations vis-à-vis des puissances étrangères. Au reste, rien ne leur garantissait que le Milanais demeurerait sous la domination espagnole. Elles furent plus favorables à l'offre d'une occupation du Chablais et du Faucigny : ce serait le meilleur moyen d'assurer la communication avec la France, et de se mettre à couvert des appétits envahissants de Messieurs de Berne. Mais la Cour de Versailles ne tarda pas à se raviser sur ce point : dans le but de détourner le Corps helvétique de demander la neutralisation de toute la Savoie, elle allait proposer la garde du Chablais et du Faucigny à quatre cantons, dont trois catholiques, et en cas que S. M. s'emparât du Val d'Aoste, elle le confierait à Messieurs de Valais (Lettre du 30 janvier 1704).

Quoi qu'il en soit, vers cette fin de janvier 1704, les Valaisans, grâce aux efforts du Colonel de Courten, prenaient de plus en plus nettement le parti de Louis XIV, bien que le Comte de Vibert ne cessât de renouveler ses instances, leur opposant l'exemple de leurs alliés de Suisse, auprès desquels le Comte de Mellarède et le Colonel de Reding obtenaient d'importants succès. En effet, à Berne et dans les cantons catholiques, des capitulations militaires pour le service du Duc Victor-Amédée étaient en voie d'élaboration, et une majorité se formait en faveur de la neutralisation de toute la Savoie. Le Marquis de Puyseulx avait jugé prudent de convoquer une Diète extraordinaire à Soleure pour le 17 février<sup>29</sup>. Il s'inquiétait aussi de l'intensité croissante, qui lui était signalée, du passage d'hommes et de munitions par le pont de St-Maurice et le Grand St-Bernard, car, au mépris des ordres de la Diète valaisanne, les réfugiés continuaient à y affluer, allant grossir l'armée de S. A. de Savoie. Heureusement pour lui qu'il avait réussi à gagner à sa cause le Maître des postes du Bas-Valais, le chevalier Jacques-Arnauld de Kalbermatten, qui faisait surveiller et dépouiller les courriers du Duc Victor-Amédée, encore qu'ils fussent assurés et protégés par les Maîtres de postes bernois, les Fischer de Reichenbach, partisans de la Grande Alliance, qui profitèrent des guerres de Louis XIV



pour s'approprier, dans l'Europe centrale, sous le couvert de la neutralité, une sorte de monopole postal, qu'ils conservèrent jusque dans les débuts du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>30</sup>.

Dans ces entrefaites, le Colonel de Courten avait reçu de la Cour l'ordre de revenir en France. Sa mission d'agent extraordinaire était terminée. Il devait rejoindre son régiment en Auvergne et préparer les opérations de la campagne prochaine, sous les ordres du maréchal de Villars, contre les rebelles cévenols, qu'excitaient et soutenaient les subsides anglais.

Il appartenait désormais au Sieur de Modane, qui était revenu de Soleure, de maintenir les esprits dans les bonnes dispositions où les avait mis le Colonel de Courten, et d'empêcher le Sieur de Vibert de regagner le terrain perdu. Le Marquis de Puysieux envisageait ce changement avec une certaine appréhension ; il mandait à Courten dans une lettre du 31 janvier 1704 <sup>31</sup> :

« Je suis en vérité bien fâché que vous soyez obligé de partir, parce qu'on ne scauroit mettre les affaires du Valais en de meilleures mains qu'entre les vôtres, et comme les esprits y sont fort changeants, je crains qu'ils ne nous jouent quelque tour, et qu'ils ne fassent quelque démarche contraire aux intérêts de Sa Majesté... »

Il eût été un peu rassuré s'il avait eu en mains la lettre que le Conseil des Dizains, dans son assemblée du 28 janvier 1704, remit au Colonel de Courten à l'adresse du Roy Louis XIV <sup>32</sup> :

« Très Grand, très Puissant et très Chrétien Roy, Gracieux Seigneur, Notre bon Ami et Allié,

» Les assurances qu'il a plu à Votre Majesté de nous donner de sa bonne volonté et de son affection par un envoyé extraordinaire et dans la personne d'un de nos chers combourgeois et patriotes, nous ont fait infiniment honneur. En conséquence nous avons communiqué et proposé conjointement avec lui les intérêts de Sa Majesté et ce qui est du bien de son service avec un vrai zèle, et en même temps avec tous les soins et les attentions de bons et fidèles patriotes.

» Nous le recommandons ainsi que Nous à la continuation et aux ultérieures grâces et faveurs de Votre Majesté, très humblement et respectueusement, assurant Votre Majesté, qu'autant que nos propres soins et affaires nous permettront, Nous travaillerons et veillerons sans cesse au bien et aux intérêts de sa dite Majesté et que Nous nous efforcerons à prendre telles mesures qui Nous attirent et nous méritent de plus en plus ses précieuses grâces, affection, et protection.

» Sur quoi Nous recommandons Votre Majesté avec Nous à la Divine Protection et à celle de Marie, et Luy souhaitons de tout Notre cœur un aussi long que glorieux règne avec un parfait succès dans Ses armes victorieuses.

» Donné à Brigue dans notre assemblée tenue extraordinairement le 28 janvier 1704.

» Signé : Les dévoués Serviteurs et alliés, Grand Baillif, et Conseil de tous les Sept Dizains en Vallais. »

Muni d'un passeport daté de Sion le 6 février 1704, et signé du Secrétaire d'Etat Burgener<sup>33</sup>, le Colonel-Brigadier Jean-Etienne de Courten prit congé de sa famille et de ses concitoyens, et revint à Versailles.

Ayant fait sa révérence au Grand Roy, il lui donna de vive voix, en présence du ministre Colbert, un rapport succinct des résultats de sa mission dans la République du Valais.

Les documents conservés sont muets sur les récompenses que reçut le Colonel de Courten à cette occasion. Le livre de famille nous dit laconiquement à sa page 23 que Louis XIV lui remit une médaille en or.

Le départ de son concurrent ranima les espoirs déçus du Comte de Vibert, qui s'empressa d'organiser une nouvelle offensive à l'appui de sa thèse, auprès des Sept Dizains.

Les circonstances prenaient une tournure d'autant plus propice que, par des maladroites inattendues, le Marquis de Puysieux avait indisposé tout le Corps helvétique à la Diète de Soleure. Après avoir insisté à plusieurs reprises sur la « complaisance », les « grâces », la « condescendance » du Roy son Maître, il était allé jusqu'à insinuer que le Cabinet de Versailles songeait à envahir le territoire des Liges, si elles persistaient à se montrer trop partiales à l'égard du Duc de Savoie. Dans un sursaut d'indignation, l'illustre assemblée lui avait fait répondre, par son président, le bourgmestre de Zurich Henri Escher, « qu'en ce cas [les Confédérés] feraient les derniers efforts pour convaincre Sa Majesté qu'ils sont de véritables compatriotes et gens d'honneur, qui plutôt que de permettre qu'on donnât quelque atteinte à leur liberté, verseraient jusqu'à la dernière goutte de leur sang »<sup>34</sup>. Cet incident avait affermi la position du Comte de Mellarède auprès des cantons de la Suisse centrale, et le 7 mars, Lucerne lui avait accordé une levée officielle. D'autre part, les capitulations privées, que signaient les patriciens bernois avec la connivence de leur gouvernement, se multipliaient de jour en jour.

Lorsqu'à la mi-mars, la Diète valaisanne se réunit à Sion, Vibert lui présenta de nouveau un long mémoire, où il répétait ses demandes antérieures, et les appuyait des mêmes arguments. « MM. les Députés examinèrent à peine son affaire, et lui firent comprendre que son insistance les lassait. » Il n'eut pas plus de succès à la Diète du mois de mai, bien qu'il opposât aux Valaisans l'exemple de leurs co-alliés. Après Lucerne, Mellarède avait réussi à gagner à sa cause Schwyz et Fribourg, encore qu'il eut échoué, à la Diète d'avril à Baden, à faire accepter un projet de convention pour la neutralisation de toute la Savoie.

Dans une lettre écrite de Viège le 10 juin 1704, le Secrétaire d'Etat Burgener faisait le point, au Colonel Jean-Etienne de Courten, sur la question savoyarde en Valais <sup>35</sup> :

« Il n'y a rien eu de nouveau à la dernière Diète, les affaires estant resté sur le pied que vous les avés laissés. Mons. de Vibert nous a derechef entretenu avec un long mémorial, au plutôt une répétition de ses représentations précédentes, qui n'a pas produit des effets plus heureux pour lui que les autres ; en sorte qu'il me paroît que la France doit avoir tout sujet d'être satisfaite de notre ménagement pour elle, surtout dans un temps où les Cantons n'en ont pas de mesme dans l'engagement où ils se croient à devoir donner du secours à Son Altesse R. en vertu de l'alliance.

» Il y a eu à cette Diète des opinions pour l'entière occlusion du passage à tout ce qui veut aller au service du Piedmont sans exception de nation, cependant que tout passe indifféremment en Italie. Vous estes trop franc pour ne pas convenir avec moy que la partialité auroit été trop éclatante, et Monsieur de Puitsieux mesme est trop équitable pour nous avoir voulu faire une proposition de cette nature, qui pourroit nous attirer la vengeance des uns et la rupture avec les autres. Du moins quand on veut favoriser un des partis, que ce soit sans affectation et que la politique en couvre les apparences.

» Je conviens que nous devons ménager les deux Couronnes et ne pas souhaiter qu'elles succombent à leurs ennemis en tant que nos intérêts sont mêlés avec les leurs, ou du moins que les leurs ne sont pas opposés aux nôtres. L'issue de la guerre voisine nous doit donner à penser, et l'agrandissement d'un Prince voisin qui a de l'ambition nous doit donner de la jalousie, autant que d'estre enfermé d'une seule puissance invincible nous peut causer de crainte.

» Je suis très seur que vous n'en pensez pas moins, espérant que vous serez entièrement convaincu que toutes mes inquiétudes ne tendent qu'à ce but, duquel dépendent la tranquillité de ma Patrie et la conservation de sa liberté ; et je confonderay toujours tous ceux qui par envie m'ont voulu attribuer d'autres vues pour me priver de l'honneur de votre confiance. Si j'étois autant avide après mes intérêts comme il y en a qui le sont après les leurs, j'aurois pu me servir de l'occasion que tout autre moins indifférent que moy, si elle lui eut été offerte, n'auroit peut-estre pas rejeté... »

En cette mi-juin de 1704, les pourparlers se poursuivaient entre Mella-rède et le Corps helvétique. Si le Duc de Savoie avait obtenu des troupes des cantons catholiques et protestants, il était plus éloigné que jamais de réunir l'unanimité sur la neutralisation de la Savoie, en dépit de l'intervention du ministre anglais Aglionby, et des instances de ce dernier auprès de Zurich et de Berne. Fort adroitement, le Marquis de Puitsieux avait suggéré à son Maître d'assurer le Corps helvétique qu'en aucun cas, il ne garderait la Savoie après la guerre ; un mémoire avait été remis dans ce sens le 23 mai aux députés réunis à Baden. Les Cantons catholiques, Fribourg excepté, se déclarèrent entièrement satisfaits par cette assurance, et forcèrent ainsi la Diète de juillet 1704 à se séparer sans avoir pris aucun parti décisif <sup>36</sup>.

Vainqueur sur ce point, Puitsieux s'appliqua désormais à contre-

carrer le recrutement de troupes pour la Savoie, et à gêner leur passage en Piémont par le Grand St-Bernard. Des Valaisans cependant ne se souciaient guère de faciliter sa tâche, et manifestaient une complaisance suspecte à l'égard des agents du Duc Victor-Amédée. A plusieurs reprises, il avait porté ses plaintes aux Diètes et aux Conseils de dizains : on ne l'avait pas même honoré d'une réponse. Le 24 juillet 1704, il insistait encore auprès du Résident de Modane pour qu'il intervînt plus activement<sup>37</sup> :

« Il me revient tous les jours, Monsieur, que des déserteurs françois ont pris parti au milieu de l'Allemagne avec des capitaines ou autres officiers allemands, qui ne font autre métier que de vouloir faire passer du monde à M. le Duc de Savoie, de telle nation que se puisse estre. La plupart de ces déserteurs viennent me demander des passeports pour retourner en France aussitôt qu'ils ont attrappé la Suisse, mais comme ils me disent que les impériaux comptent de faire passer beaucoup de monde en petites troupes par le pays pour aller en Piedmont, j'ay cherché tous les moyens par ou je pourrois plus facilement venir à bout d'empêcher ce manège.

» Après avoir fait toutes les réflexions requises, j'ay reconnu que je n'en pourrois venir à bout que par le moyen de Mrs de Vallay, car, à moins de me jeter dans une dépense excessive, je ne pourrois porter les Cantons à mettre des gardes par tous les chemins où il en faudroit pour arrester ses recrues allemands, mais comme elles aboutissent toutes en Vallay, et que si le gouverneur de St-Maurice entre de bonne foy dans nos interests, il sera aisé d'empêcher cette communication perpétuelle. Enfin, Monsieur, si je voulois donner douze mille francs d'augmentation à chaque canton, comme je le prétends faire à Mrs de Vallay, quand je leur payeray la leur, j'en obtiendrois assurément ce que j'en pourrois désirer.

» Ainsi Mrs de Vallay qui recevront cette somme, doivent agir de meilleure foy qu'ils ne font à mettre tout en usage pour faire cognoître au Roy qu'ils exécutent de bonne foy tous les points de l'alliance qu'ils ont l'honneur d'avoir avec Sa Majesté. Mrs de Vallay auront beau alléguer qu'ils ne laissent passer du monde que sur des passeports des cantons. Cette raison ne sera point goutté de Sa Majesté. Il y a plus de trois mois que quelques-uns des Cantons catholiques ont accordé douze à quinze cents hommes ; depuis ce temps il en est passé plus de trois mille. Ainsi si on s'étoit voulu donner la peine d'examiner les passeports, on en auroit trouvé plus de deux tiers de faux, et ce seroit dans un pareil examen que l'on auroit connu la sincérité de Mrs de Vallay, et que le Roy auroit eu raison de les regarder comme de véritables et fidèles alliés.

» Mr le Duc de Vendôme et Mr le Prince de Vaudémont me font des continuelles plaintes sur les passages, et ne feignent point de me dire qu'ils aboliront entièrement le commerce que Mrs de Vallay ont dans le Milanez, s'ils n'empêchent la continuation du passage des allemands dans le Piedmont. Mr le Marquis de Torcy m'écrit encore très fortement sur le mesme sujet, et je suis seur que Mrs de Vallay seroyent empêché que Sa Majesté en vînt aux extrémités dont Mr le Marquis de Torcy me parle dans ses lettres.

» J'adoucis ces messieurs tout autant que je puis, mais ie ne scaurois bientôt plus que répondre aux reproches qu'ils me font. Voilà Verceil pris. Il ne faut pas douter que Mr le Duc de Vendôme ne s'empare maintenant de tous les passages par où on peut pénétrer en Piedmont. Ainsy toutes les recrues que Mrs de Vallay laisseront passer à l'avenir, seront obligé de rester dans la Val d'Aoste.

Mais si Mr le Duc de Vendôme s'aperçoit que ces mesmes recrues fassent un corps trop considérable, il ne faut pas doubter qu'il ne tâche à les chasser et mesme à les pousser plus loin que Mrs de Vallay le désireroient.

» Faictes leur envisager tout cela, et en mesme temps les raisons et les obligations qui les doivent porter d'empescher la continuation de ce passage des allemands par leur pays, où comme je vous l'ay déjà dit, les passeports des cancons ne peuvent plus servir de prétexte. Il n'est pas nécessaire de vous en dire davantage et si ces Mrs de Vallay veulent bien peser tous les termes de cette lettre, ils connaîtront que les ordres et les plaintes que j'ay, sont plus forts que je ne veux vous les dire, afin de leur épargner la peine de les entendre.

» Je suis informé de la quantité des fusils et aultres armes qui passent par le Vallay. Comme cette République ne me fait point de réponse à mes lettres, je ne luy porte pas présentement de nouvelles plaintes de la facilité avec laquelle elle permet le passage aux ennemys du Roy et à leurs armes, mais Sa Majesté témoignera... son juste ressentiment à Mrs de Vallay.

Signé : Puysieux. »

La désastreuse journée d'Hochstaedt — 13 août 1704 — où les armées de Tallard et de l'Electeur de Bavière furent complètement défaites par celles réunies de Marlborough et du Prince Eugène de Savoie, causa une telle humiliation à Louis XIV, que son Ambassadeur en Suisse, aidé du Nonce, rechercha la médiation des Confédérés<sup>38</sup>. La Savoie resta néanmoins sous la domination française, et le Duc Victor-Amédée ne la recouvra qu'en 1713, en même temps qu'il obtint des puissances réunies à Utrecht le titre et la couronne de roi.

Eugène de COURTEN

## NOTES

<sup>1</sup> Henri Mercier : *Un secret d'Etat sous Louis XIV et Louis XV*, p. 28.

<sup>2</sup> Edgar Bonjour : *Die Schweiz und Savoyen im spanischen Erbfolgekrieg*, p. 12.

<sup>3</sup> Roger Brülart, marquis de Puysieux et de Sillery (1646-1719) représenta le Roy Louis XIV à Soleure de 1698 à 1707.

<sup>4</sup> H. Mercier, *op. cit.*, p. 24.

<sup>5</sup> Pierre Mellarède avait débuté comme avocat des pauvres à Chambéry. En 1707, il fut ambassadeur à Vienne, et en 1713, il représenta le Duc Victor-Amédée au congrès d'Utrecht.

<sup>6</sup> Jean-Louis de Pesmes, seigneur de St-Saphorin, au pays de Vaud (1656-1737), débuta dans la carrière militaire au service de l'empereur Léopold, et arriva au grade de général-major. Brillamment doué pour la diplomatie, il fut attaché comme agent officieux au baron Honoré de Trauttmansdorf, ambassadeur du St-Empire auprès du Corps Helvétique, de 1701 à 1706, et depuis 1706 comme chargé d'affaires impérial. Il fut délégué par Berne au Congrès d'Utrecht. Cf. : S. Stelling-Michaud : *St-Saphorin et la politique de la Suisse pendant la guerre de Succession d'Espagne (1700-1710)*, Cully, 1935.

<sup>7</sup> *Op. cit.*, p. 81.

<sup>8</sup> Victor-Amédée II (1670-1730), duc de Savoie, puis roi de Sardaigne. Cf. Dom. Carutti : *Storia del regno di Vittorio Amadeo II*, Firenze, 1897.

<sup>9</sup> L'historien Bonjour écrit : Mondave. Les pièces originales aux archives de Courten donnent toutes : Modane.

<sup>10</sup> François-Joseph Supersaxo, dernier descendant de Georges Supersaxo, fut évêque de Sion de 1701 à 1734.

*Pierre de Riedmatten* (1636-1707), major de Conches, capitaine en France, gouverneur de Monthey, colonel en dessous de la Morge, grand-baillif de 1701 à sa mort en 1707.

*Etienne de Platea* fut vice-baillif de 1699 à sa mort en 1707. Bonjour fait un éloge flatteur des hommes d'Etat valaisans de cette époque (*op. cit.*, p. 85) : Mit bewunderungswürdiger Gelenkigkeit und Schnellkraft wanden sich die Walliser Staatsmänner durch die Gefahren und Lockungen jener bewegten Jahre hindurch. Sie verstanden es vortrefflich die Lage auszunutzen, indem sie von allen Seiten Geld nahmen, ohne sich jedoch einer Partei ganz zu verkaufen. Voir aussi pp. 86 et ss.

<sup>11</sup> *Johannes-Jodocus Burgener* (1657-1721), capitaine de dizain, major au régiment de Courten en France, colonel en deça de la Morge, gouverneur de St-Maurice, secrétaire d'Etat, grand-baillif de 1707 à 1721.

<sup>12</sup> François-Jean de Reding (1662-1707), colonel, puis général-major au service de la Savoie. Il abandonna le Duc en 1704 et passa alors au service de France où il mourut, étant maréchal de camp, en Espagne, en 1707. Cf. Bonjour, *op. cit.*, pp. 96 et ss.

<sup>13</sup> Jean-Baptiste Colbert, Marquis de Torcy (1665-1746), fils de Charles-Colbert de Croissy, frère du grand Colbert, fut secrétaire d'Etat des affaires étrangères de 1696 à 1715.

<sup>14</sup> *Jean-Etienne de Courten*, né à Sierre en 1653, mort à Paris en 1723, enterré à l'église de St-Roch, fils de Jean-François, capitaine aux Gardes suisses en France, et d'Anne-Catherine de Montheys ; entra au service de France en 1668 comme enseigne dans la Garde suisse, capitaine d'une compagnie franche en 1671, incorporé au régiment de Greder en 1673, major au régiment des Gardes suisses en 1686 ; fut chargé, en qualité de colonel, de former le régiment que la République du Valais accorda à Louis XIV en 1689 ; brigadier des armées du Roy en 1696, maréchal de camp en 1704, commandant, sous le duc de Roquelaure, en Vivarais et en Velay de 1710 à 1720, lieutenant-général en 1721 ; chevalier de St-Louis. Il est l'auteur de la branche aînée, encore vivante, de la famille de Courten.

Cf. J. et E. de Courten : *Famille de Courten, Généalogie et Services militaires*, Metz, 1885, pp. 23 et 135 ss. ; M. Pinard : *Chronologie historique militaire*, tome V, pp. 102 et ss.

<sup>15</sup> Michel de Chamillart, contrôleur général des Finances et secrétaire d'Etat de la guerre, 1701-1709.

<sup>16</sup> Original aux archives de Courten, à Sion.

<sup>17</sup> « Copie des propositions du Colonel Reding envoyé de la par du Duc de Savoie à la louable république de Valey à la dernière diette, tenue le 11 déc. 1703 », Paris, A. N. Guerre 1661.

<sup>18</sup> Adolphe de Courten : *Collection de régestes et copies d'Abscheids*, 1500-1799. Tome VI, pp. 79 ss., 87 ss.

<sup>19</sup> Copie aux archives de Courten.

<sup>20</sup> Idem.

<sup>21</sup> Paris, A. N. Guerre, A 1 1661, Nos 320 et 334. Copies aux archives de Courten.

<sup>22</sup> Copie de ce mémoire aux archives de Courten.

- <sup>23</sup> Cf. Bonjour, *op. cit.*, p. 53, note 2.
- <sup>24</sup> Sur l'attitude de Berne : Bonjour, *op. cit.*, pp. 52 ss.
- <sup>25</sup> Copie aux archives de Courten.
- <sup>26</sup> Paris, A. N. Guerre 1661, n° 350. Copie aux archives de Courten.
- <sup>27</sup> Original aux archives de Courten.
- <sup>28</sup> Lettres du Marquis de Puyseulx. Originaux aux archives de Courten.
- <sup>29</sup> Cf. Henri Fazy : *Les Suisses et la neutralité de la Savoie, 1703-1704*, Genève, 1895 (point de vue genevois), pp. 127 ss., 300 ss.
- <sup>30</sup> Bonjour, *op. cit.*, p. 94.  
Les services que Jacques-Arnauld de Kalbermatten rendit à Louis XIV pendant cette guerre lui valurent une lettre de noblesse datée de Versailles, mars 1712 (Original aux archives de Kalbermatten à Sion).
- <sup>31</sup> Original aux archives de Courten.
- <sup>32</sup> Copie du temps en allemand et traduction aux archives de Courten.
- <sup>33</sup> Original aux archives de Courten.
- <sup>34</sup> Fazy, *op. cit.*, p. 134.
- <sup>35</sup> Original aux archives de Courten.
- <sup>36</sup> Fazy, *op. cit.*, p. 342 et passim.
- <sup>37</sup> Copie, signée de Puyseulx, aux archives de Courten.
- <sup>38</sup> Fazy, *op. cit.*, p. 200. Cf. aussi H. Mercier : *Une ébauche suisse de médiation pendant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714)*, 1927. Tirage à part de la *Revue d'histoire suisse*.  
Archives de Courten, Sion : Mémoires, lettres, discours, etc., en originaux ou en copies.

## BIBLIOGRAPHIE

- BOISLISLE (J. de) : *Les Suisses et le Marquis de Puyseulx*, Paris, 1906.
- BONJOUR (E.) : *Die Schweiz und Savoyen im spanischen Erbfolgekrieg*, Bern, 1927.
- FAZY (H.) : *Les Suisses et la neutralité de la Savoie, 1703-1704*, Genève, 1895.
- FELLER (R.) : *Die Schweiz und das Ausland im spanischen Erbfolgekrieg*, Bern, 1912.
- FISCHER (R.) : *Die Politik des Schult. Johann-Friedrich von Willading*, (1641-1718), Bern, 1927.
- HUCH (R.) : *Die Neutralität der Eidgenossenschaft, besonders der Orte Zürich und Bern, während des spanischen Erbfolgekrieges*, Zürich, 1892.
- STELLING-MICHAUD (S.) : *St-Saphorin et la politique de la Suisse pendant la guerre de Succession d'Espagne*, chez l'auteur, Villet-lez-Cully, 1935.
- CARUTTI (D.) : *Storia della Diplomazia della Corte di Savoia*, Torino, 1876-1879, 3 vol.
- VALENTE (P.) : *Relazioni diplomatiche di Vittorio Amadeo II, Duca di Savoia, coi Cantoni svizzeri e colla Repubblica del Vallesse durante il secondo periodo della guerra in Italia per la successione di Spagna, 1703/7*, vol. 6 delle camp. di guerra in Piemonte, Torino, 1912.